

Lutte de classe

« Action unitaire » ou « marche unie » pour interdire les licenciements, qu'est-ce que cela change sans perspective politique ?

Dans une lettre du POI signé Gluckstein adressée au NPA datée du mardi 3 mars, il se félicite à plusieurs reprises que le NPA se soit prononcé dans « des déclarations récentes » pour l'interdiction des licenciements, ce qui pourrait laisser supposer que jusqu'à présent le NPA et avant lui la LCR, auraient été contre une telle interdiction, si tel était le cas il aurait fallu le préciser en fournissant au moins un exemple. Or dans cette lettre, Gluckstein se contente de reproduire plusieurs extraits d'une « circulaire » récente du NPA, mais sans fournir d'éléments étayant cette thèse. Pour une proposition d'initiative unitaire, cela commence plutôt mal.

A la suite d'un de ces extraits, il écrit : « Notre proposition, vous l'avez lue, ne se réduit pas à mener une « action unitaire sur la question des licenciements ». Il s'agit d'organiser une marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements. » Le POI se veut plus radical que le NPA, regardons-y de plus près pour voir si c'est vraiment le cas.

Du côté NPA, une vague « action unitaire sur la question des licenciements », du côté POI, une « marche unie sur Paris pour l'interdiction des licenciements ». La proposition du POI est plus précise sur la forme et le contenu ou l'objectif, en apparence seulement et je vais expliquer pourquoi.

Avant cela voyons précisément l'objectif de la proposition du POI : « Les mots ont leur importance : interdiction des licenciements car, sans une mesure forte d'autorité ayant un caractère juridiquement contraignant, les patrons et les capitalistes vont continuer à licencier. Une marche sur Paris, car c'est la forme par laquelle tous les partis se réclamant de la classe ouvrière pourraient unir leurs forces. »

Question : qu'est-ce qu'une « mesure forte d'autorité ayant un caractère juridiquement contraignant » pour les patrons ? Une décision du chef de l'Etat en l'occurrence qui seul avec son gouvernement ont le pouvoir d'interdire les licenciements. Il s'agirait donc d'organiser une manifestation à Paris qui contraindrait Sarkozy à interdire les licenciements dans le cadre de la Constitution de la Ve République.

Qui croira une telle fable ? Personne évidemment et à juste titre. Il n'y a pas forcément désaccord sur la forme entre le POI et le NPA, mais sur le contenu, il ne pouvait pas en être autrement tel que le POI l'a formulée.

Qui d'autre qu'un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait décider immédiatement par décret en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat d'interdire les licenciements ? Répétons-le, qui peut croire un seul instant que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner au service des capitalistes pourrait interdire les licenciements ? Pas un travailleur, pas un militant dans ce pays. Ceux qui pensent que c'est utopique ou impossible ont parfaitement raison.

De plus, cette mesure pour importante qu'elle serait pour des millions de travailleurs, ne concerne pas l'ensemble du prolétariat, donc elle ne peut pas servir à la fois de base et d'objectif pour unir la classe ouvrière et les autres classes frappées par la crise actuelle du capitalisme. Par contre, comme on vient de le voir dans les DOM-TOM, la question des salaires concerne et peut mobiliser l'immense majorité de la classe ouvrière, et au-delà des pans entiers de la petite bourgeoisie.

Mais la discussion ne peut être que faussée ou s'enlisée si l'on ne reprend pas les choses dans l'ordre.

A ma connaissance le POI et le NPA sont des partis politiques, ils sont donc sensés faire de la politique, proposer une issue politique à la crise du capitalisme, or ni l'un ni l'autre ne se place sur ce terrain-là, d'où la conclusion hâtive et erronée que l'on serait tentée de faire que ni l'un ni l'autre n'aurait finalement raison ou tort, ce qui permet de maintenir le statu quo actuel entre les deux partis.

N'est-il pas du devoir élémentaire d'un parti ouvrier de proposer aux travailleurs une issue politique à la crise du capitalisme ? C'est cette question que les deux partis s'emploient à éviter de poser, alors qu'elle permettrait de se situer précisément sur un terrain de classe et de montrer aux travailleurs et aux militants,

les partis qui sont à ses côtés en toutes circonstances et ceux qui se défilent quand la situation réclame qu'ils prennent leurs responsabilités en tant que partis ouvriers.

On peut tirer une leçon de cette expérience.

Tout d'abord, constatons que l'unité est impossible même sans avoir formulé la moindre perspective politique. Ensuite, si elle se réalisait, elle n'aurait pas pour objectif d'ouvrir une perspective politique pour les masses mais l'inverse, de leur interdire d'en trouver une, de canaliser et cadenasser la mobilisation des travailleurs pour sauver le régime en place comme ce fut toujours le cas dans le passé avec le PS et le PCF.

Il faudrait que les dirigeants de ces partis nous expliquent en quoi le combat pour une revendication démocratique bourgeoise ne se situant dans aucune perspective politique, pourrait favoriser la progression de la conscience politique du prolétariat.

Le problème est justement que ces partis ne poursuivent pas cet objectif qui devrait être intimement lié ou subordonné à la question de la construction du parti, ce n'est donc pas un hasard s'ils s'en détournent. Ils en ont un autre qui est de permettre l'amélioration de la condition ouvrière en régime capitalisme pour permettre au prolétariat de mieux le supporter, en aucun cas il n'est question de l'aider à comprendre qu'une autre perspective serait possible, à entrevoir son avenir au-delà du capitalisme et des institutions de la Ve république. Vous aurez constaté aussi tellement c'est flagrant, qu'à aucun moment le POI ne s'attaque directement à Sarkozy, son gouvernement et les institutions, comme s'il cherchait à en détourner les masses, alors que Sarkozy et sa politique antisociale sont littéralement détestés par des millions de travailleurs et jeunes. Laissez aux publicistes bourgeois du journal *Le Monde* ou de *L'Express* le soin de préciser que la colère des masses converge vers Sarkozy, vous avez raison. Vous parlez d'une avant-garde !

La polémique à laquelle nous assistons entre le POI et le NPA est d'une part le produit de leurs analyses erronées de la situation, d'autre part, directement le produit de leurs positions opportunistes respectives.

On ne dira pas que Gluckstein se pose en diviseur et qu'en réalité le ver de la division était déjà dans la proposition du POI, car même si le POI proposait une issue politique, aucun parti ne le suivrait, le NPA préférant défendre les intérêts de son appareil au détriment des intérêts collectifs de la classe ouvrière.

Dès lors, puisque l'on voit très bien ici qu'avec ou sans issue politique on aboutit au même résultat, pourquoi ne pas mettre en avant une issue politique, il n'y a rien à y perdre mais tout à y gagner, non ? Si le POI s'y refuse malgré tout, une question se pose : pourquoi ? Pourquoi une telle démission politique ? A quelle classe cela profite-t-il ? Je ne pense pas que cela profite aux travailleurs victimes du chômage.

On pourrait ajouter pour prouver l'opportunisme des positions du POI et du NPA, que pratiquement jamais en 60 ans il n'a été possible aux travailleurs de se mobiliser et d'obtenir le retrait d'un plan massif de licenciements ou l'annulation d'un projet de fermeture d'usines, de mines ou d'entreprises.

Les travailleurs le savent très bien, ceux qui ne le savent pas comprennent qu'ils n'ont pas le pouvoir d'empêcher la fermeture d'une usine, une telle mesure reviendrait à remettre en cause la sacro-sainte propriété privée. Même de grandes entreprises comme par exemple dans le textile ou la sidérurgie qui auraient pu être nationalisées à la limite, ne l'ont pas été, elles ont été privatisées, délocalisées ou liquidées.

Quitte à vouloir faire croire l'impossible aux travailleurs, pourquoi ne pas leur expliquer que la seule alternative possible est le socialisme, au moins cela leur serait utile sur le plan de leur éducation politique puisque un jour ou l'autre ils viendront au socialisme.

Pourquoi dire et faire les choses à moitié, pourquoi s'arrêter à mi-chemin ? En quoi cela peut-il favoriser la compréhension de la situation chez les travailleurs ? C'est la question que je pose à Gluckstein et Besancenot.